

Le Bonnet Rouge

DIRECTION & PUBLICITE

14, rue Drouot (Paris 9^e)

Téléph. : CENTRAL 69-70

Abonnements : Paris 20 fr. ; Départements 24 fr. ; Étranger 32 fr. Les abonnements pour 6 mois sont reçus

Quotidien Républicain du soir

5 centimes — PARIS ET DÉPARTEMENTS — 5 centimes

DIRECTEUR :

Miguel ALMEREYDA

RÉDACTION & ADMINISTRATION

142, rue Montmartre (Paris 2^e)

Téléph. : CENTRAL 80-82

Pour la Publicité s'adresser à la Direction 44, rue Drouot, Paris (9^e)

Regards vers l'Est

PERMISSIONNAIRE

— Alors, dis donc, Boineau, c'est aujourd'hui que Louis revient ? — Hein... Quoi?... Mais non, mon vieux... Il est parti mardi. Mardi ne compte pas. Donc, mercredi, jeudi, vendredi, samedi, dimanche... Hé, dis donc, pas vrai, il a voyagé un dimanche ! Il doit revenir aujourd'hui lundi.

— Ah ! merde alors... Lundi, il va en faire une tasse !... Un gars qui n'a pas le tempérament boulot !... On ne va pas l'entendre ramener sa grande gueule... Hein, rentrer un lundi, faut qu'il en ait dans le buffet !...

— Ah ! nom de Dieu ! Boineau, le voilà, Louis !...

— Balot ! Tu le vois pas, là-bas, arriver du fond de la cour ?... Dis donc, il a plutôt l'air d'être en jubile, le mec !...

— Hé, Louis ! Hé, Louis !... Tiens, Boineau et pis, sûr, à l'instauri on parlait de toi... On comptait. On disait : « Lundi, c'est aujourd'hui que Louis doit revenir. Il va nous donner des nouvelles de Panam... » On l'avait sec, nous deux, tu sais, quand t'es parti. Te voir te barrer en perne avait nous, non, tu sais, ça nous faisait deuil... Et pis après, on s'est dit, en réfléchissant : « Bah ! Louis pourra nous tyauter sur le flambeau, il nous dira comment ça se démerde. Et on pourra peut-être voir pour la prolongue une fois qu'on sera là-bas à notre tour... » Alors, Panam est toujours auprès de Saint-Ouen ? Ben oui, vieux Louis, on comprend que t'ait le cafard, mais pas à ce point. T'en fais une bougie !... La fatigue, sans doute, et pis dans ce bouzin !...

— Alors quoi, merde, tu dis rien ?... rien ?...

— Louis, en effet, ne disait pas grand-chose. Il protestait, mais mollement : « Mais si... mais si... ça va... ça va... » d'un air découragé, comme aux instants où l'espoir même fait naufrage et semble tout entraîner avec lui : « Mais si... mais si... ça va... ça va... » Et il souriait d'un sourire contraint : « C'est le voyage... le retour... »

— C'était un grand gars robuste et vaillant, lui qu'il en pousse quelquefois dans les faubourgs, qu'on n'avait jamais vu faiblir pendant toute une année de luttes et d'efforts communs dépensés contre l'ennemi. Parti aux premiers jours avec son régiment, il s'était battu du côté de Charleroi, il avait fait la terrible retraite de Belgique et il avait été aussi de l'héroïque poussée de la Marne. Il n'en avait pas loupé un, comme il disait en souriant... Après, c'était été la période que chacun sait : le lent, le long stationnement dans les tranchées, avec trois ou quatre attaques locales par période, et plus meurtrières cent fois que les combats en pleine rase... Il avait eu la chance de passer au travers, chaque fois : et, bon sang ! il s'en promettait pour le jour où le trouverait racocché à la vie, à la vraie !... Dès qu'on parlait des permissions et qu'il lui en allait bientôt partir — ayant été des premiers arrivés — ce fut une explosion de joie chez ce gaillard d'aspect tranquille et qu'on avait vu tant de fois résolu, comme indifférent aux parties où allait se jouer sa vie :

— Dis donc, le pitaine m'a désigné pour le départ ! Je suis en tête de la liste ! Après-demain je serai à Panam !... Dans trois jours je vais embrasser ma bourgeoisie et mes trois moutards !...

— En avait parlé souvent de sa bourgeoisie et de ses trois moutards. C'était toujours été du ton calme habituel que nous lui connaissions, au flegme apparent duquel ajoutait son accent trainard de faubourg. Mais cette fois, il riait tant, en tapant du plat de ses larges mains sur les épaules des copains, qu'il en avait la larme à l'œil, et qu'on ne pouvait plus savoir s'il riait vraiment ou pleurait :

— Dis donc, je vais revoir la bourgeoisie et les trois moutards ! Hein, ça ne te dit rien ?... — Il partit.

— Il revint, oui. Et, vous savez : « Ça va... ça va... » du ton du camarade de pension qu'on retrouve à Paris, dans la purée, qui ne veut pas en avoir l'air, mais qui, n'ayant pas bouloté depuis trois jours, vous dit au café où vous le rendez pour causer en prenant l'apéritif : « Si tu permets... j'ai mal à l'estomac, je ne puis boire sans manger... » et vous prend un sandwich et un café.

— Et à part ça, mon vieux ? — « Ça va... ça va... »

— Louis était comme absent de tous ceux qui l'entouraient, le pressaient et le harcelaient de questions. Et, cependant, Louis revenait au milieu de ses poteaux de la guerre ! Et, ce soir-là, Louis revenait de Panam au milieu de Paris ! Et il ne trouvait à lui dire :

— « Ça va... ça va... » d'une voix

blanche et comme désolée — sans timbre, sans accent du cœur ! — « Eh bien, merde ! On t'y renverra en permission !... T'es drôle quand t'es de sortie... As-tu trouvé, au moins, tout ton monde en bonne santé ? » — « Mais oui... mais oui... ça va... ça va... »

Le soir tombait. Il était l'heure de l'appel. Chacun regagnait sa place au canonnière, chacun retrouvait sa botte de paille sous la grange. Un camarade en lança une à Louis :

— « Hé, voilà ton pageot... Bonsoir ! »

Louis étala sa paille et s'étendit. On l'entendit longtemps se tourner et se retourner. Les camarades s'endormirent peu à peu. Mais, dans l'ombre profonde de la nuit, le feu d'une cigarette brillait à la place qu'occupait Louis, petit point rouge, inextinguible. Et Louis, inlassablement, l'allumait, comme il allumait sa douleur... A présent, il se souvenait. C'était bien dans son esprit : Son arrivée, d'abord, chez la maman, parce que sa femme veillait à l'atelier, que la pèlette avait dit. Il avait embrassé le vieux, la vieille et sa petite Adrienne, l'ainé : cinq ans. Il avait dîné avec les parents. Puis il était remonté doucement à pied, chez lui, par le faubourg, en tenant sa petite par la main :

— « Alors, petit papa, où que tu vas coucher ce soir ? » — « Mais, dans le dodo, ma chérie, à côté de maman. » — « Et monsieur Paul, alors, où c'est qu'il va coucher, petit papa ? »

Gabriel REULLARD

COMMUNIQUÉ OFFICIEL

TROIS HEURES
Le 5 septembre, à 10 heures, violente canonnade au Sud d'Arras, dans la région de Vailly.

Lutte de mines particulièrement active sur les bords de la Somme aux environs de Frise.

Actions réciproques d'artillerie et d'engins de tranchées dans les secteurs de Quennevières, de Vic et de Nouvron. Nos batteries ont fait tatre en plusieurs points celle de l'ennemi.

Bombardement assez intense en Champagne au nord du camp de Châlons.

Dans les Vosges, l'intervention de notre artillerie a arrêté une fusillade allemande devant nos positions du Linge.

La Turquie verrait-elle clair ?

UN MINISTRE TURC ANNONCE L'ÉCROULEMENT FINANCIER DE L'ALLEMAGNE

Le correspondant des « Daily News » de Athènes, M. Ernest A. Hill, écrit ce jour-là à la date du 1^{er} septembre :

Suivant des renseignements dignes de foi, venant de Constantinople, le comité joint de la guerre a réuni le 7 août, et David bey, ministre des finances, nouvellement revenu de Berlin, a déclaré que la situation intérieure de l'Allemagne était grave, et la banqueroute imminente.

Les ressources militaires allemandes sont épuisées, a-t-il dit, il y a des signes de mécontentement populaire qui apparaissent clairement dans certaines villes.

David bey fit les mêmes déclarations au Sultan. L'enthousiasme dont la presse turque faisait preuve à l'égard de l'Allemagne a diminué de façon appréciable.

Pour les militaires des dépôts originaires des régions envahies

On nous communique la note suivante : Pour permettre aux militaires des dépôts, originaires des régions envahies, d'avoir des ressources et qui ne peuvent cependant fournir un certificat d'indigence, de profiter des permissions qui peuvent leur être octroyées, le ministre de la guerre a décidé que la gratuité du voyage en chemin de fer, pour une destination « unique », sera accordée à tout militaire qui en fera la demande. Les frais du voyage seront payés par les dépôts.

Sous notre Bonnet

LA LEÇON DES CHIFFRES

Maurras joue avec les chiffres comme avec les lettres : malhonnêtement et maladroïtement.

Il était entendu que les *Difformateurs* du Parlement se modéreraient. Mais, Maurras continue son chemin tranquille. Il veut démontrer que les discussions parlementaires troublent la conscience des citoyens. Il se fait écrire par un banquier que si l'on agit le pays, le public ne souscritira plus d'obligations de la Défense Nationale ; ayant ainsi parlé, il nous sert cette preuve éblouissante :

« En juillet la Chambre fut relativement calme ; en août, elle fut agitée et on put craindre un moment une crise ministérielle. Résultat : A mon agence, en juillet, j'ai 130.000 francs de souscriptions ; en août, 130.700 francs. »

Et voilà ! Pas un instant, le bonhomme ne pense que si les souscriptions sont moins élevées en août qu'en juillet, c'est tout simplement parce que la plupart des gens se sont empressés de souscrire dès le début et que plus le temps passe, moins il reste d'argent disponible, et donc moins de souscriptions possibles.

La Vague de Fiel

La lettre anonyme n'est pas digne d'un soldat

Vous la connaissez bien. C'est un véritable fléau. Née avant la guerre, elle se fit, avec la guerre, un essor formidable. Sournoise, hypocrite, doucereuse, frappant à toutes les portes, se glissant dans toutes les mailles, s'insinuant dans tous les milieux, la vague de fiel envahit la Préfecture, inonde les ministères et submerge la presse.

Il faut la dénoncer.

La vague de fiel devient un péril réel pour la France. A l'heure actuelle, elle règne sur la Démocratie. Arme perfide employée par les pessimistes et par des aigris, vous savez son nom : elle s'appelle la lettre anonyme !

Aujourd'hui, elle est légion.

Venez-vous un ennemi ? Voulez-vous vous venger ? Rien de plus simple. Il s'agit de prendre une feuille de papier. Griffonnez à la hâte quelques lignes. Dites que celui-ci est un espion au service des Boches que celui-ci est un déserteur, qu'un tel a trouvé le moyen de s'embarquer, qu'un autre fait commerce avec l'ennemi... Ayez soin d'adresser cette lettre au ministre de la guerre ou à la Préfecture de police.

Il est des missives qui n'arrivent jamais à destination. La lettre anonyme, elle, l'atteint : cinq ans. On l'ouvrira. On la lira. Au lieu de le jeter au feu ou de la flaqueur au panier, on effectuera une enquête.

Voulez-vous parler — que cette enquête aura, comme résultat, de démontrer presque toujours, que l'« espion » est un brave Alsacien, que le « déserteur » est un blessé en congé de convalescence, que l'« embusqué » est un ouvrier métallurgiste et que le commerçant marron est un négociant patriote !

« Toute la lâcheté humaine est là-dedans ! » déclarait un commandant en désignant, avec tristesse, un énorme dossier bourré de lettres anonymes.

La vague de fiel déborde dans les bureaux de la guerre. Par centaines de milliers, les missives empoisonnées s'entassent rue Saint-Dominique.

Nos officiers se sont plaints.

Ils ont raison.

Non seulement on les oblige à conserver ces « écurieuses correspondances », mais on leur demande encore de profiter des indications qu'elles contiennent pour surveiller les personnes visées dans ces lettres.

C'est peut-être une besogne de policiers. Ce n'est certainement pas celle d'un soldat !

La lettre anonyme ne doit pas être érigée en institution nationale.

Même en temps de guerre, la République a le droit de favoriser la délation masquée et le marchandage déguisé.

Nous savons — et les magistrats militaires sont les premiers à se plaindre de cet état de choses — que la lettre anonyme alimente trop souvent les conseils de guerre.

Et bien ! ce régime doit cesser.

Il faut que toutes les lettres anonymes soient condamnées et les marchands déguisés des scyophantes convaincus de mensonge.

Ce sont les seuls moyens qui nous permettront d'arrêter la vague de fiel !

Léo POLDES.

Toujours la peau de l'Ours

Bâle, 4 septembre. — Les affaires polonaises continuent de retenir l'attention de la presse allemande.

Le journal socialiste *Hamburger Echo* publie la note suivante :

« Les récents événements de Pologne ont attiré l'attention du monde sur les groupements politiques qui représentent actuellement la nation polonaise. Mais on a confondu à tort deux groupements qui font soigneusement distinguer : 1. le Club polonais de Vienne ; 2. le Comité national de Cracovie. »

« Le Club polonais est le groupe parlementaire des députés polonais au Reichsrath de Vienne, à l'exclusion des députés de la Pologne autrichienne et constitue un groupement des intérêts polonais vis-à-vis du gouvernement autrichien. »

« Le Comité national polonais de Cracovie n'a été créé au début de la guerre. Il fut fondé le 16 août 1914, à Cracovie, avec le concours de tous les partis polonais. Son but était de constituer pour ainsi dire la représentation diplomatique des régions polonaises, en d'autres termes, de représenter pendant la guerre les intérêts communs des Polonais. Le Comité national diffère encore du Club polonais en ce qu'il comprend, outre les Polonais autrichiens, de nombreux députés des Polonais de la Pologne russe, des Polonais d'Amérique, etc., et qu'il est ainsi formé sur une base beaucoup plus large. »

« A la tête du Club polonais siège le ministre command des finances d'Autriche-Hongrie, M. de Bilinski. »

« Le Comité national est présidé par M. Stanislas de Jaworski. »

Certains journaux font remarquer que cette note du bureau de presse polonais tend à indiquer que l'ensemble des Polonais ne se déclarent pas solidaires du Club polonais de Vienne qui lança vers le milieu d'août 1915 un manifeste préconisant la constitution d'un royaume autonome de Pologne sous le sceptre d'un archiduc autrichien.

UN CONFLIT RÉGLÉ

Bucarest, 3 septembre. (Retardée dans la transmission). — Le différend entre les gouvernements roumain et austro-allemand au sujet des exportations roumaines en Autriche-Hongrie et du transit des marchandises austro-allemandes à destination de la Bulgarie par la Roumanie est réglé dans les conditions suivantes : Les Austro-Allemands enverront des avis pour les exportations de la Roumanie qui permettra le transit par la Bulgarie de tous les produits sans avoir besoin de la guerre ou de la fabrication d'engin de guerre.

du Sous-Secrétariat d'Etat aux Munitions

M. Albert Thomas crée une commission des contrats

Un arrêté ministériel en date du 3 septembre 1915 a institué, auprès du sous-secrétariat d'Etat de l'artillerie et des munitions une commission des contrats. Cette commission a été instituée à la suite d'un rapport de M. Albert Thomas au ministre de la guerre.

Voici les passages essentiels de ce rapport :

A mesure que s'étendent et se développent les programmes de fabrication que le général commandant en chef demande au sous-secrétariat d'Etat de réaliser, croissent aussi l'importance, la difficulté et la complication des tractations nécessaires à cette réalisation.

Dans le moment même où elle traite avec l'Administration est maintenant dans l'obligation de les aider à se procurer, ou même de leur assurer elle-même l'outillage, les matières premières, les fonds de roulement, les contrats à passer, les formes de coopération avec l'industrie ou de participation de l'Etat aux entreprises.

Dirigeant ou contrôlant ainsi des productions et des acquisitions d'un chiffre total énorme, en même temps que surveillant les unes des autres, ou encore que concurrentes entre elles, elle est dans l'obligation aussi de coordonner toutes les parties de cet ensemble et d'assigner à chacune et à temps et place et son rôle propre.

Dans ces conditions, quels que soient le zèle et la compétence des chefs de service à qui incombe cette lourde tâche, il paraît utile de les assister aujourd'hui d'un conseil technique chargé d'examiner les conditions nouvelles de ces diverses tractations.

C'est dans cette intention que j'ai l'honneur de vous proposer d'instituer au sous-secrétariat de l'artillerie, une commission qui pourra s'appeler commission des contrats, qui assurera la surveillance des contrats, les préparatifs du sous-secrétariat, sur les conditions de prix, de quantités et de règlements, sur les participations diverses de l'Etat, sur les entreprises nouvelles à encourager ou à créer ; les rapports de cette commission permettront, j'en ai la conviction, des décisions à la fois plus rapides et plus assurées.

ANNIVERSAIRES

De Sedan à la Marne

Le 7 septembre 1870, la nouvelle de la capitulation de Sedan, les Parisiens envahirent le Palais-Bourbon et proclamèrent la République.

Le 4 septembre 1914, à la nouvelle de l'offensive de la Marne, les Parisiens prennent courage — et les quelques froussards attardés qui allaient rejoindre en toute défile ceux qui les avaient précédés à Bordeaux, déboulent leurs valises et proclament bien haut leur espoir et leur volonté de faire face à l'ennemi ! (La collection de certains de nos confrères sera préieuse à feuilleter lorsqu'on voudra, plus tard, délimiter les périodes exactes de ces états d'âme.)

La République en 1870 naissait d'une défaite ; elle naissait aussi, et surtout, de la révolte d'un peuple tout entier contre un régime qui, non content de l'opprimer, l'avait berné. En 1914, la République s'affirmait par une victoire dont le nom restera désormais fameux dans les archives de l'histoire mondiale.

Car c'est la République qui gagna cette victoire, qu'on pourrait appeler la victoire du Peuple. C'est le peuple français, celui-là même qui, 44 ans auparavant, envahissait le Palais-Bourbon, qui, sous la conduite éminente des Joffre, des Dubail, des Sarraïl, des Maurin, des Castelnau, des Foch, repoussa les hordes militaristes de l'envahisseur.

Les fils de la République avaient, dans un effort gigantesque, retourné à leur avantage le cours de la victoire. La retraite française était terminée. C'était la retraite allemande qui commençait.

Par quelle coïncidence fallait-il que ce fut justement le jour anniversaire de la proclamation de la République que devait se terminer par l'avantage de nos troupes ?

On a parlé de miracle.

On a invoqué sainte Geneviève et Jeanne d'Arc !

Il y eut mieux qu'un miracle.

Il y eut la volonté du peuple français de rester toujours libre et seul maître de lui-même.

Le 4 septembre 1870, il affirmait cette volonté contre l'ennemi de l'intérieur.

Le 4 septembre 1914, il affirmait cette volonté contre l'ennemi de l'extérieur !

— 408-Bazile.

LES SERVITEURS DE L'ÉTRANGER (I)

Les Leçons d'une Agression

Elle est vraiment symbolique, cette scène qui se déroula l'autre soir dans le métropolitain. Parce qu'ils fissaient le *Bonnet Rouge*, deux jeunes gens qui venaient d'être réformés pour blessures de guerre furent injuriés par un vieux bougre qui s'exaspérait la lecture de l'*Action Française*. Brandissant la feuille provocatrice de Léon Daudet, le bonhomme s'élança vers les jeunes blessés pour les frapper. C'est lui qui écopa, et nous n'aurons pas à faire payer à Léon Daudet et à Charles Maurras les actes que leurs diffamations provoquent ; l'agression a expié, déjà ; l'expira encore en comparant devant les tribunaux. Son nom alors sera voué au mépris public. Dans son quartier, chacun le montrera du doigt.

— Vous voyez ce vieux saigneur ! Il lit de mauvais journaux ; alors ça lui monte à la tête et il frappe des blessés.

Mais le pauvre dément n'est pas seul coupable.

Les vrais agresseurs, c'est Charles Maurras et c'est Léon Daudet ; c'est l'*Action Française*, cette feuille infâme qui se rit de l'honneur sacré et cherche son bénéfice juridique dans le sang des Français s'entre-déchaînant.

Ce sont ces deux bougres malhonnêtes qui, chaque jour, s'instituent les juges de l'honnêteté des uns et des autres et versent sur chacun l'injure et l'outrage. Deux fois le rôle tragique qu'il assume devant l'histoire. Depuis l'ouverture des hostilités, ses pantalonnades marquées au coin d'hypercritisme en font foi. Pour l'impérial cabot, mentir est une force, nier, une nécessité. Molière l'imaginait en écrivant Tartuffe.

Alors que dès l'attentat de Sarajevo, le principe de la guerre est arrêté, alors que le mouvement, alors que la mobilisation d'officiers est commencée par appels individuels, le déclenchement austro-serbe le trouve, par hasard, croisant sur son yacht en vue des côtes de Norvège. La malice est l'un avec sa louche figure de Norvège, est créé. Il vilipendait en Norvège, au moment de l'ukématus autrichien, donc il peut rien dans le gut-apens. Il est par comme l'enfant qui vient de naître et l'expose dans sa première proclamation.

(L'heure est grave pour l'Allemagne. On nous oblige à mettre l'épée à la main, mais nous montrerons à nos ennemis ce qu'il en coûte de provoquer l'Allemagne. Et maintenant, je vous confie tout à la garde de Dieu. Allez à l'église, agenouillez-vous devant le Tout-Puissant et demandez lui de venir en aide à notre vaillante armée.)

Et le pli est pris, il ne déviara pas d'une ligne. Ce n'est pas lui qui attaque, donc il vaincra avec l'aide de son Dieu. Deux jours après, il avoue. (Je suis forcé de tirer l'épée pour repousser une attaque complètement injustifiée. J'ai la conscience purement satisfaite. Je suis convaincu de notre cause. Ayant appris, dès ma jeunesse, à mettre ma confiance en Dieu le père, je crois nécessaire, en ces jours solennels, de m'incliner devant lui et d'implorer sa grâce.) — Cette petite cérémonie suffit à le confirmer dans cette idée que ce n'est pas lui, au moment précis où l'Autriche occupait la Pologne, qui déclara la guerre à la Russie, pas plus qu'à la France, ce n'est pas lui qui a donné l'ordre d'envahir la Belgique pas plus que le Luxembourg.

Au retour de son voyage dans la lune, Cyrano affirmait avoir encore devant les yeux de la poudre d'astres et trouvait sur la manche de son pourpoint un cheveu de comble.

Au moment du déclenchement européen, le *Surboche* impérial avait encore dans les cils des phosphorescences d'aurore boréale et son bon glaive allemand était encore soumis aux influences magnétiques du pôle Nord. C'est bien la preuve qu'il n'était que spectateur lors des préliminaires du conflit.

D'ailleurs, ce n'est pas pour lui qu'il se bat, cet homme, c'est pour son second, et il prend son de nous l'expliquer. (Nos ennemis, dit-il, n'admettent pas que nos résolutions résolument fidèles à notre allié dont l'humiliation serait la perte de notre puissance et de notre honneur. En avant, avec Dieu qui sera avec nous comme il a été avec nos ancêtres.)

Evidemment, l'Autriche, qui n'a pas la voix de Dieu, ignorait qu'il fallait refuser la médiation européenne et allait l'accepter. Mais le *Surboche* veillait et il savait, lui, malgré les paillettes du Cap Nord qu'il avait encore dans l'œil. Et depuis un an, les crimes, les incendies, les vols, ne lui sont pas davantage imputables. Il a des relations que le commun des mortels ignore et lui seul sait ce que lui commande son Dieu ; il n'a, en somme, qu'une forme extérieure d'amour fraternel pour les peuples, puisque c'est pour abréger la durée des hostilités qu'il agit et fait agir ainsi. Et puis, enfin, ce n'est pas lui, il le répète pour l'anniversaire de la déclaration de guerre (Un an s'est écoulé depuis que je suis obligé d'appeler le peuple aux armes. Une époque sangninaire s'est terminée).

Le Surboche

pour l'Europe et le monde. Devant Dieu et devant l'histoire, je jure que ma conscience est nette ; je n'ai pas conscience de ce que j'ai fait, ce que j'ai dit. Pour un peu, ce serait le pape. Et malgré tout, il n'aura même pas dans l'histoire le reflet d'un grand bandit. C'est une demies-craie, ce n'est pas un crâne, c'est un crâneur. Aux heures de victoire, il est fou, sa joie déborde, c'est du délire, il va enfin pouvoir imposer au monde sa civilisation et sa culture et il ordonne tout d'abord de vider les musées et les bibliothèques. Aux heures de revers, il pleure et jure qu'il est innocent. Paillasse dans les heures sombres, Robert Macaire dès que le vent tourne. On s'est plu à comparer sa folie silhouette à celle de Néron. Allons donc ! Rendons au César ce qui lui appartient. Néron accordait sa lyre au son de brûler Rome. Le *Surboche*, lui, de son bras valide, active l'incendie d'une nouvelle grenade et de l'autre, en invoquant son Dieu, s'essuie l'œil et se mouche. Non, pas Néron, Tartuffe !

Nouvelles d'Allemagne

Amsterdam, 4 septembre. — La Gazette de Cologne écrit, au sujet de la récente demande du comte Bernstorff à Washington :

« L'Allemagne n'abandonne pas sa guerre souterraine, elle ne cesse d'attacher les yeux sur les avis et les nouvelles de ce côté. Elle ne cesse de chercher à découvrir les intentions de ce côté. Elle ne cesse de chercher à découvrir les intentions de ce côté. Elle ne cesse de chercher à découvrir les intentions de ce côté. »

Les socialistes allemands et le vote de l'emprunt

Berne, 5 septembre. — Selon la Gazette de Francfort, le député social-démocrate Dittmann a publié dans journal socialiste un article concernant les données du *Vorwärts* et affirmant qu'il n'y a eu que 30 députés, et non 36, qui auraient voté contre l'emprunt.

La saisie du cuivre

Berne, 5 septembre. — A l'occasion de la saisie du cuivre, le *Local Anzeiger* de Berlin publie, dans son numéro du 3 septembre, la note suivante :

« Afin de rassurer le public, nous sommes autorisés à déclarer que la saisie du cuivre annoncée pour le 15 septembre, n'a concerné que les objets usagers servant à l'industrie. Les objets servant à l'économie ménagère peuvent être livrés volontairement, mais ils ne seront saisis que plus tard. »

La correspondance des prisonniers de guerre

ATTENTION AUX ADRESSES !

A la date du 14 août, le ministère de la guerre prussien, répondant à une réclamation de la Croix-Rouge française sur les retards postaux du camp de Mindenheden, près Minden, informe le Comité international de la Croix-Rouge que les lettres des prisonniers de guerre, à des confusions d'adresses et qu'il est instamment recommandé au public français de distinguer par les autorités allemandes et ne parviennent pas à leurs destinataires. Au surplus, les exportations de coton sont formellement interdites par la loi du 17 août dernier, et les infractions à cette interdiction de sortie exposeraient leurs auteurs à des sanctions sévères.

ENVOYÉ PAS DE SOTON

Il a été signalé, depuis quelque temps, que les prisonniers français en Allemagne demandent fréquemment, dans leurs lettres, qu'il leur soit fait l'envoi de coton en fil ou d'objets manufacturés en coton, destinés, disent-ils, à la confection de menus ouvrages qui revendent pour se procurer quelques ressources.

Les familles sont mises en garde contre les propositions qui présentent ces envois de coton dans un pays où cette matière première tend à faire défaut. Il y a lieu de craindre que les cotons qui en contiennent ne soient dépourvus par les autorités allemandes et ne parviennent pas à leurs destinataires. Au surplus, les exportations de coton sont formellement interdites par la loi du 17 août dernier, et les infractions à cette interdiction de sortie exposeraient leurs auteurs à des sanctions sévères.

